

Réseaux sociaux numériques : comment renforcer l'engagement citoyen ?

Déclaration du groupe de l'agriculture

Nous avons été sensibles aux propositions qui encouragent l'accès aux réseaux numériques. Certaines zones, dans notre pays, sont isolées et ne bénéficient pas d'une couverture suffisante. Pour de très nombreux agriculteurs qui vivent dans ces zones, cela implique des coûts supplémentaires.

Toutefois, le réseau en lui-même n'est pas une garantie d'égalité d'accès. Il faut renforcer l'inclusion et permettre à tout un chacun de pouvoir utiliser librement et facilement la technologie informatique.

Nous appuyons fortement la proposition visant à faire de l'éducation au numérique une composante à part entière de la formation, initiale ou tout au long de la vie.

Au-delà de ces propositions concrètes, ce rapport et cet avis nous ont interrogés sur nos propres pratiques d'engagement. De quelle manière faut-il aujourd'hui envisager notre implication dans le syndicalisme agricole ? L'engagement collectif virtuel ne pourra pas se substituer à l'engagement collectif physique et réel mais il pourra le compléter utilement. Mieux informer les agriculteurs sur leur métier, les sensibiliser sur les enjeux sociaux et environnementaux, engager des actions collectives... les possibilités sont nombreuses mais pour l'instant utilisées avec beaucoup de prudence.

Si les démarches participatives se développent, elles restent pour l'instant l'apanage de quelques-uns, de ceux qui maîtrisent tous les outils nécessaires à la communication : la technologie, l'écriture, le graphisme. Pour que la démocratie participative sur les réseaux sociaux en soit vraiment une, il faut, comme le précise l'avis, assurer un apprentissage solide des fondamentaux. Il faut savoir écrire, utiliser les logiciels informatiques, comprendre l'impact de ce que l'on publie sur un réseau ouvert à tous, apprendre à douter aussi de ce que l'on peut lire, savoir exercer son sens critique.

Ces apprentissages sont éminemment nécessaires pour réduire la fracture numérique et permettre une réelle dynamique de l'engagement sur les réseaux sociaux.

Nous soutenons également vos propositions relatives à l'utilisation des données émises par chacun. Les enjeux touchent la liberté des citoyens, le respect de leur vie privée mais aussi la confidentialité des transactions économiques.

Ce travail démontre que ces outils peuvent être des sources d'inquiétude mais ils recèlent aussi de formidables espoirs pour le vivre-ensemble.

Le groupe de l'agriculture a voté l'avis.